



CP/23

**Archives d'Hubert Lesire-Ogrel
(1957-1990)**

CP/23/1-12

Répertoire numérique détaillé établi par Clémence Moreau, stagiaire
archiviste de la CFDT, sous la direction d'Hélène Saudrais
responsable des Archives confédérales CFDT

Mise à jour : septembre 2019

INTRODUCTION

Identification

Référence

FRCFDT_CP_23

Intitulé

Archives d'Hubert Lesire-Ogrel

Dates

1957-1990

Niveau de description

Le niveau de description choisi est le dossier.

Importance matérielle

Le fonds, coté en CP/23, comporte 12 articles et représente un volume total de 0.34 mètre linéaire. Il est uniquement constitué d'archives papier.

Contexte

Nom du producteur

Hubert Lesire-Ogrel

Notice biographique¹

Hubert Lesire-Ogrel est le fils unique d'Émile Auguste Lesire-Ogrel, employé de banque puis cadre dans une société de tirage cinématographique, et de Jeanne Anne-Marie Hubert, secrétaire dactylo dans une société d'import-export. Son père, fils de viticulteurs, proche de l'extrême droite dans les années 1930, changea radicalement d'orientation et même de vie à l'épreuve de la guerre. Engagé dans la Résistance en 1942, il y rencontra celle qui allait devenir sa seconde femme, matelassière et militante communiste, et lui-même adhéra au PCF, auquel il resta fidèle toute sa vie. Tôt intéressé par le débat politique, le jeune Hubert Lesire-Ogrel fut élevé par sa mère, catholique très pratiquante, soucieuse de la réussite scolaire et sociale de son fils. Avant la guerre, il fréquenta l'externat Saint-Louis à Enghien-les-Bains (Seine-et-Oise, Val-d'Oise), puis l'école des Tourelles à Royan (Charente-Maritime). De 1940 à 1942, il suivit des cours par correspondance, puis, jusqu'en 1945, ceux de l'école Saint-Jean à Saint-Jean d'Angély (Charente-Maritime). Il acheva ses études secondaires au collège Fénelon de La Rochelle (Charente-Maritime). En 1950, il fut admis à l'Institut d'études politiques de Paris. Réformé pour raisons de santé, il n'eut pas à effectuer son

¹ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article141137>, notice LESIRE-OGREL Hubert, Eugène, Marie par Yvonne Delemotte, Frank Georgi, version mise en ligne le 7 juillet 2012, dernière modification le 17 février 2017.

service militaire. Au cours de ses études, il travailla à temps partiel dans une épicerie. Parallèlement, il fit ses premières armes militantes dans le syndicalisme étudiant : siégeant au bureau de l'Amicale de Sciences Po et au conseil d'administration de l'UNEF, il se signala par ses positions hostiles à la guerre d'Indochine et lutta contre la « Corpo » de droit, présidée par Jean-Marie Le Pen. Parmi ses camarades de combat, il comptait alors l'étudiant socialiste Michel Rocard. Mais, selon le témoignage de celui-ci, son « vieil ami » l'aurait fait écarter du bureau de l'Amicale, car il l'aurait jugé plus « politique » que militant syndical. Hubert Lesire-Ogrel fut également, entre 1951 et 1962, membre de l'association Peuple et Culture. Ces années furent aussi pour lui celles de sa rencontre avec une jeune étudiante de Sciences Po, Claudine Blouin, qu'il épousa en 1957, et avec laquelle il eut quatre enfants.

En 1954, admissible à l'ENA, mais soucieux de ne plus constituer une charge financière pour sa mère, il renonça à une nouvelle année de préparation. Titulaire du diplôme de Sciences Po et d'une licence de droit, il fut recruté comme secrétaire d'administration au Conseil économique, affecté à la commission des affaires sociales. Peu passionné par un travail consistant à rédiger rapports et procès-verbaux, il tenta une nouvelle fois, sans succès, le concours de l'ENA. Mais le poste d'observation qui était le sien à cette commission lui fit prendre conscience des enjeux sociaux et des conflits entre organisations ouvrières et patronat. Il adhéra alors à Force ouvrière, mais démissionna rapidement, déçu par son comportement, pour rejoindre dès 1955 la CFTC. L'année suivante, il se fit connaître par une monographie sur les syndicats au Conseil économique, publiée dans un ouvrage collectif, *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, aux côtés des contributions de Michel Rocard et de l'économiste André Tiano. En février 1957, ses compétences lui valurent d'être recruté par la CFTC en tant que responsable du service juridique confédéral, où il succéda à Jean-Paul Murcier. Unique permanent jusqu'en 1960, il assura d'abord les tâches de conseil et d'assistance individuelle, la préparation de propositions de loi, ainsi que la formation juridique des militants. Cette masse croissante de travail technique freina un temps la mise en œuvre d'une stratégie juridique confédérale. Pourtant, celle-ci fut illustrée par l'usage du procès comme arme syndicale dans la longue lutte qui opposa les élus du comité d'entreprise de Michelin à leur direction pour la gestion des œuvres sociales. De manière plus générale, s'inscrivant dans la ligne de son prédécesseur, Hubert Lesire-Ogrel développa une politique de « procès témoins » afin de créer une jurisprudence sur des points litigieux importants pour l'action syndicale et le droit du travail.

Pendant la guerre d'Algérie, il fut en contact avec des militants qui se préparaient à créer l'UGTA, tant en Algérie qu'en France et en Belgique. Après l'indépendance, il accomplit plusieurs missions au cabinet du nouveau ministre algérien du Travail, Safi Boudissa, ancien adhérent de la CFTC. Bien que confiné à des fonctions techniques, il suivit de près la bataille interne autour de la déconfessionnalisation. Politiquement engagé à gauche, devenu agnostique dès avant son adhésion à la CFTC, la laïcisation du syndicalisme chrétien lui apparaissait comme la condition indispensable d'une modernisation de la vie syndicale. Ici encore, il mena le combat sur le terrain du droit. Anticipant une action en justice des partisans du maintien de la CFTC, il examina de près la doctrine et la jurisprudence concernant la scission syndicale de 1947 opposant CGT et CGT-FO. Il en conclut à la nécessité absolue d'affirmer par tous les moyens la thèse de la « continuité » entre CFTC et CFDT, que les scissionnistes ne manqueraient pas de contester, afin de faire valoir leurs droits sur le titre et le patrimoine. Les multiples précautions prises en ce sens au congrès extraordinaire de 1964, sur les conseils de Lesire-Ogrel, ne suffirent cependant pas à éviter une très longue bataille devant les tribunaux, qui ne trouva sa conclusion qu'en 1971, par un accord amiable négocié entre les deux parties.

La scission eut une autre conséquence majeure pour Hubert Lesire-Ogrel. La Fédération des employés, pilier catégoriel de l'ancienne CFTC, s'était progressivement vidée d'une partie de ses adhérents qui relevaient désormais des fédérations d'industrie de leur secteur. Par ailleurs, au lendemain du congrès extraordinaire, elle avait perdu le tiers de ses effectifs et son bastion parisien historique, le Syndicat des employés du commerce et de l'industrie (SECI). Dès février 1965, cette organisation fragilisée et recentrée sur le tertiaire devint la Fédération des services, du commerce et du crédit, et, dès l'année suivante, prépara sa fusion avec la petite Fédération du livre et du papier-carton. Pour engager le processus de renouveau, des responsables fédéraux sollicitèrent Hubert Lesire-Ogrel. Au congrès de novembre 1966, malgré les réserves de militants craignant une tutelle confédérale et un saut dans l'inconnu, l'ancien permanent confédéral fut sans transition élu secrétaire général de la Fédération des services. Il mit toute son énergie dans le travail d'implantation, condition de survie pour la fédération, en particulier dans les nouvelles grandes surfaces, au personnel jeune, majoritairement féminin, sans tradition syndicale. En mai 1968, il se jeta à corps perdu dans le mouvement et la grève permit la création de nombreuses sections nouvelles, notamment dans les grands magasins, à Paris et en province. Son organisation fut de celles qui participèrent au meeting de Charléty, en dépit des réserves de la confédération. Mai 1968 fut l'occasion d'une radicalisation du secrétaire général. C'est une fédération renforcée et profondément rajeunie, au bureau renouvelé aux deux tiers, au style gauchisant et libertaire, qui tint son congrès en novembre 1968. Lesire-Ogrel y appela à préparer un « mai 69 », aux perspectives « plus révolutionnaires encore ». Au congrès confédéral de 1970, il se situa aux côtés de Frédo Krumnow, qui défendait le projet socialiste autogestionnaire dans sa version la plus radicale, dite du « courant de Mai ». Mais il échoua, de peu, à se faire élire au bureau national. Les années qui suivent furent dominées par les grands conflits dans le secteur de la distribution, dont la grève dite « significative » des Nouvelles Galeries de Thionville en 1972. Hubert Lesire-Ogrel prônait alors l'« autogestion des luttes », au point de provoquer de vives réactions chez les partisans d'un syndicalisme plus classique, comme Gilbert Declercq. À côté du bouillonnement idéologique, le travail d'implantation se révéla payant : entre 1966 et 1973, date du départ de son secrétaire général, la fédération avait triplé son nombre d'adhérents.

En 1973, au congrès confédéral de Nantes, Hubert Lesire-Ogrel fut élu au bureau national et entra à la commission exécutive de la CFDT. Jusqu'en 1979 il eut la responsabilité du secteur formation et du secrétariat immigrés, en lien avec le secteur international. Il eut à organiser la solidarité avec les travailleurs immigrés en France et à assurer les contacts avec les pays de départ (Maghreb, Portugal, Afrique sub-saharienne). Outre de nombreuses interventions sur le terrain et dans les entreprises, il participa à l'organisation de deux rencontres nationales CFDT sur l'immigration. Concernant le secteur formation, il prit ses fonctions alors qu'une profonde réflexion était engagée dans la CFDT sur les méthodes et les contenus de la formation, en particulier sur la place du marxisme. Il fut chargé de mettre en œuvre les décisions de congrès. Il s'agissait notamment de mettre en place « un tronc commun » prenant en charge les perspectives et objectifs communs à l'ensemble de l'organisation (histoire et connaissance de la CFDT, stratégie, pratique syndicale, développement, capacité d'analyse). En tant que responsable du secteur, Hubert Lesire-Ogrel siégea plusieurs années au conseil d'administration de l'Institut du travail de Strasbourg.

En 1979, tout en continuant à suivre les problèmes des immigrés, il remplaça Jacques Moreau à la tête du secteur politique et culturel. Lui-même ne s'était jamais désintéressé de ces questions, tout en donnant la priorité à l'action syndicale. Sur le plan local, il avait été

conseiller municipal à Gentilly entre 1954 et 1957, puis à Sceaux, de 1959 à 1965. Adhérent à l'UGS en 1958, puis au PSU en 1960, il entra au Parti socialiste en 1974, tout en manifestant des réserves à propos des Assises du socialisme, au nom de l'autonomie syndicale. Il quitta d'ailleurs le PS en 1978. Ses nouvelles responsabilités le conduisirent cependant à gérer les relations délicates entre une CFDT « recentrée » en 1979 et un Parti socialiste profondément divisé en tendances rivales, des lendemains de la défaite de mars 1978 à la victoire de mai 1981. Il suivit de près la préparation de l'élection présidentielle, afin de permettre à la confédération d'être en situation de réagir et de formuler des propositions. Au lendemain du 10 mai, la CE de la CFDT décida de laisser ses membres « en fin de mandat » répondre favorablement aux sollicitations du nouveau pouvoir.

Ainsi, de 1981 à 1985, Hubert Lesire-Ogrel fut conseiller dans plusieurs cabinets ministériels. Jusqu'en juin 1982, il fut, auprès de Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité nationale. Il dirigea les travaux de la commission élaborant les orientations principales sur le travail social. Il participa à l'élaboration des lois de décentralisation concernant l'action sociale. Il suivit l'action ministérielle en direction de la vie associative, des organismes de prévention de la pauvreté, des foyers de jeunes travailleurs. Il eut la responsabilité de la politique en direction des gens du voyage. De 1982 à 1984 auprès de Pierre Bérégovoy, au même ministère, puis à l'Économie et aux Finances, de 1984 à 1985, il assura des fonctions de conseiller en direction du monde politique et syndical. Il eut, en outre, la charge du suivi de la politique de l'eau.

Parallèlement, il mena une action discrète sur le plan international. Il avait été amené, pendant la période des dictatures militaires en Amérique latine, à accomplir plusieurs missions au Chili, en Argentine, en Bolivie et au Brésil, tant pour représenter la CFDT à des manifestations de protestation que pour maintenir des relations avec des organisations syndicales contraintes à la clandestinité. Il poursuivit ces contacts après avoir quitté ses fonctions syndicales, ce qui facilita, après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, la protection sur place, puis l'accueil en France, de dirigeants syndicaux et politiques latino-américains.

Après son départ du cabinet de Pierre Bérégovoy en 1985, Hubert Lesire-Ogrel fut pendant dix ans secrétaire général de la Fédération mondiale des Cités unies (Fédération mondiale des Villes jumelées), présidée jusqu'en 1992 par Pierre Mauroy. De 1995 à 2008, il fut président bénévole du Forum international pour le développement démocratique (FIDDEM), dont le siège est à Saint-Denis, association proposant des stratégies pour plus de démocratie et de participation citoyenne dans les collectivités urbaines. Dans ce cadre, il travailla avec la CFDT pour des actions communes entre syndicats et associations visant à faciliter l'insertion à l'emploi de personnes en difficulté.

Hubert Lesire-Ogrel fut élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur en décembre 1998.

Il est décédé le 22 octobre 2016.

Historique de la conservation

L'ensemble des documents était conservé dans la résidence secondaire d'Hubert Lesire-Ogrel dans le Limousin. Les documents ont rejoint le dépôt des Archives confédérales de la CFDT en mai 2012.

Modalités d'entrée

Aucun contrat de don ou de dépôt n'a été rédigé.

Contenu et structure

Présentation du contenu et mode de classement

Le fonds Hubert Lesire-Ogrel rassemble des documents qui permettent de mieux appréhender son parcours syndical et les dossiers qu'il a portés. Le fonds est composé de deux typologies documentaires différentes : les dossiers thématiques et les articles ou textes qu'il a rédigés.

Une partie importante du fonds contient les dossiers thématiques constitués par Hubert Lesire-Ogrel dans le cadre de ses activités. Ils concernent notamment le procès qui, suite à l'évolution en 1964, a opposé la CFTC maintenue et la CFDT, mais aussi la structuration de la fédération des Services et les actions revendicatives qu'elle a menées, et enfin les relations entre la CFDT et les partis politiques au cours de la période qui a précédé mai 1981.

Les connaissances d'Hubert Lesire-Ogrel en matière de droit du travail l'ont amené à rédiger des ouvrages mais aussi à écrire de nombreuses tribunes publiées dans la presse confédérale, ou des articles publiés dans des revues comme *Droit Social* (voir bibliographie détaillée en annexe). L'ensemble de ses écrits apportent un éclairage sur le droit syndical ou le droit de grève mais aussi sur des questions d'actualité.

Le plan de classement suit les activités d'Hubert Lesire-Ogrel tout au long de son parcours de militant. Ainsi, la première partie regroupe-t-elle les dossiers qu'il a constitués au Service Juridique confédéral : évolution de la CFTC en CFDT, procès opposant la CFTC à la CFDT, chroniques publiés dans *Syndicalisme*, interventions lors de sessions de formation. La partie suivante s'organise autour de ses fonctions de Secrétaire général de la Fédération des Services. La dernière partie couvre la période où il a assumé les fonctions de Secrétaire national de la CFDT en charge notamment des questions politiques, dans les années qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de la gauche avec l'élection de François Mitterrand en mai 1981.

Accroissements

Un accroissement n'est pas à exclure.

Conditions d'accès et utilisation

Statut juridique

Archives privées.

Conditions d'accès

Dans le cas de fonds personnels d'anciens responsables CFDT, c'est le contrat de don ou de dépôt, signé par le producteur et/ou le dépositaire, qui définit les règles de communication. Le fonds Lesire-Ogrel ne disposant pas de contrat signé, les délais de communication appliqués se calquent sur ceux des archives confédérales.

Conditions de reproduction

La reproduction des documents de ce fonds est soumise à la réglementation en vigueur aux Archives confédérales.

Langue et écriture des documents

Les documents sont en langue française, quelques-uns en espagnol et un en italien.

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques

L'ensemble des documents du fonds est en bon état.

Instruments de recherche

Répertoire méthodique.

Sources complémentaires

Existence et lieu de conservation des originaux

Archives confédérales de la CFDT, Paris.

Sources complémentaires

Archives confédérales CFDT

- CEL/1/7382 : Photographie de Laurent Lucas président de la CFDT et Hubert Lesire-Ogrel trésorier de la CFDT lors du 36^e congrès de la CFDT à Nantes du 30 mai au 3 juin 1973.
- CEL/1/7314-CEL/1/7331 : Collection des photographies confédérales : portraits d'Hubert Lesire-Ogrel, photographies lors de ses interventions (1970-1981).
- CE/2 : Collection des photographies confédérales (1971-1979).
- CE/6 : Collection des photographies confédérales (1979-1981).
- CE/10/9813 : Collection des photographies confédérales : délégation de syndicalistes de la Centrale ouvrière bolivienne (1981).
- CE/10/10815 : Collection des photographies confédérales : rencontres de centrales syndicales (1979).
- CES/34/32 : Economie et Société : intervention d'Hubert Lesire-Ogrel sur la vie associative (1981).
- CH/8/1994 : Congrès de la centrale bolivienne des travailleurs, intervention d'Hubert Lesire-Ogrel (1979).
- CG/8/688 : Dossiers de la Commission exécutive : lettre d'Hubert Lesire-Ogrel.
- CG/9/24 : Dossiers du Bureau national : courrier d'Hubert Lesire-Ogrel à Laurent Lucas.
- CG/10/11 et CG/10/17 : Dossiers du Conseil national : note et rapport d'Hubert Lesire-Ogrel.
- CP/28/41 : Archives d'Edmond Maire : interventions et textes des membres de la CFDT.

- BB/1/62 : Brochure et guides : *Positions et orientations de la CFDT*, Paris : Montholon-Services – Clamecy : - Imprimerie Labarelly et Cie, 1978, 255 p.
- CJ/4/1-CJ/4/80: *Syndicalisme Hebdo* (1936-2018).

Archives interfédérales CFDT

- F1/FEAV/36 ; 52 ; 53 : Fonds audio et audiovisuel interfédéral : cassette audio et interview par M. Bertrand.
- FE/1/7 : Congrès des services : intervention d’Hubert Lesire-Ogrel au congrès de la fusion de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit et de la Fédération Livre-Papier-Carton (1971).
- FE/1/29 : Commission exécutive et Bureau fédéral : conflit entre Hubert Lesire-Ogrel et Jacques Ducos et départ de Jacques Ducos (1974).
- FE/1/142 : Guides d’entretien pour interview.
- FEP/1 : Collection des publications de la fédération des Services.

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

- 19870251/1-19870251/14 : Cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (1982-1984) : secrétariat particulier et dossiers de travail du ministre.
- 19970043/4 : Dossiers d’aide à la recherche n°89N5404 – Etude sur la prise en compte des activités scientifiques et techniques dans le jumelage entre villes européennes pour la Fédération mondiale des Cités Unies.
- 19910619/71 : Cabinet du Premier Ministre : Dossier A. Habchi, président de l’Association pour la Défense des Intérêts des Français Musulmans et leurs Amis.

Bibliographie

Ouvrages d’Hubert Lesire-Ogrel

- LESIRE-OGREL Hubert, *Le Syndicat dans l’entreprise*, Paris, Seuil, 1967, 144 p.
- LESIRE-OGREL Hubert, ROCARD, Michel, TIANO, André, *Expériences françaises d’action syndicale ouvrière*, Éditions ouvrières, 1956, 428 p.
- LESIRE-OGREL Hubert, *Manuel pratique : le Comité d’entreprise*, Paris, CFTC, 1962.

Sur la CFTC/CFDT

- GEORGI Frank, *L’invention de la CFDT. 1957-1970*, Histoire du 20^{ème} siècle, CNRS éditions / Les Éditions de l’Atelier, 1995, 651 p.
- BRANCIARD Michel, *Secrétariat confédéral 1953-1980*, BRAEC-CFDT, 1980.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Éditions Ramsay, 1982, 451 p.

Sur la Fédération des Services

- BERTRAND Marguerite, JEHAN Rémy, *Forts comme le collectif, libres comme l’individu. Histoire de la fédération des Services CFDT 1887-1990*, Supplément à

Inform'Action, n°213, 1999, 298 p.

- ANSELME Daniel, la Fédération des Services CFDT, LORANT Guy, MANDRAY Noël, *Quatre grèves significatives*, EPI Éditions, 1972, préface de Frédo Krumnov 175 p.

Sur le socialisme

- ROCARD Michel, *Si la gauche savait*, Robert Laffont, 2005, 384 p.
- DAGNAUD Monique, MEHL Dominique, *L'élite rose. Sociologie du pouvoir socialiste 1981-1986*, Ramsay, 1988, 370 p.

Contrôle de la description

Notes de l'archiviste

Première version de 2012 anonyme. Mise à jour par Clémence Moreau, stagiaire aux archives de la CFDT sous la responsabilité d'Hélène Saudrais, responsable des Archives confédérales CFDT.

Règles ou conventions

Cet instrument de recherche a été rédigé selon la norme générale et internationale de description archivistique ISAD (G), selon la norme internationale sur les notices d'autorité utilisées pour les archives relatives aux collectivités, aux personnes et aux familles ISAAR (CPF).

Dates de la description

Mai 2012. Mise à jour en septembre 2019.

PLAN DE CLASSEMENT

- 1. Responsable du Service juridique fédéral..... p. 11**
- 2. Secrétaire général de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit. p. 11**
- 3. Secrétaire national..... p. 12**
- 4. Fonctions ministérielles..... p. 13**

INSTRUMENT DE RECHERCHE

1. Responsable du Service juridique confédéral

- CP/23/1** Activité du Service Juridique confédéral au cours des années marquées par l'évolution CFTC/CFDT : presse confédérale ; notes ; dossier « Evolution » de la CFTC (9 annexes) ; conseil confédéral de septembre 1963 : notes, propositions, extrait du discours d'André Jeanson, historique de travail ; procès-verbaux de bureaux confédéraux (1963-1965) ; biographie de Maurice Bouladoux ; lettre de démission de Georges Levard envoyée aux membres du Conseil confédéral (1967).
1957-1967
- CP/23/2** Activité du Service Juridique confédéral au cours du procès entre la CFDT et la CFTC : articles dans la presse juridique ; notes d'Hubert Lesire-Ogrel ; conclusions de Me Souleau.
1966-1967
- CP/23/3** Articles et interventions d'Hubert Lesire-Ogrel (1957-1965).
Préparation du livre *Le syndicat dans l'entreprise* : brouillon du plan détaillé et des idées principales de l'ouvrage ; lettres de réaction de Georges Levard, président de la CFDT, de Gilbert Declercq et Charles Forget membres de l'Union des syndicats de Loire-Atlantique, de Georges Franchebois membre de l'UR Franche-Comté ; échange avec les éditions du Seuil notamment au sujet du projet de réédition en portugais (1966-1975).
Brochure « Les libertés syndicales : un combat de chaque jour » (novembre 1968).
1957-1975

2. Secrétaire général de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit

- CP/23/4** Activité de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit : congrès fédéraux : délibérations (1966-1971) ; participation au 35^{ème} congrès confédéral : notes, propositions (1970) ; intervention d'Hubert Lesire-Ogrel sur le pré-rapport Information au Comité national confédéral d'octobre 1972 ; tracts.
1966-1972
- CP/23/5** Frontières fédérales de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit : projet de regroupement en une Fédération Générale des Employés des

fédérations de la Banque, du Livre, des Professions judiciaires, de la Sécurité Sociale (1965-1966) ; regroupement de la Fédération Livre-Papier-Carton et de la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit (1967) ; note sur l'avenir de la Fédération nationale des professions judiciaires (1969) ; note sur les frontières entre la Fédération des Services, du Commerce et du Crédit et la fédération de l'Alimentation (1969-1972) ; débat avec Conrad Aubertin du Syndicat du personnel des organismes sociaux d'Alsace-Lorraine (1970).

1965-1972

CP/23/6 Conflits dans le Commerce. – Activité de la Branche Commerce : articles, rapports (1967-1969) ; conflit à la Samaritaine : tracts, bulletin d'adhésion au syndicat parisien du Commerce et des Services, organisation d'un rassemblement ; conflit aux Nouvelles Galeries (1967-1972) : tracts du syndicat du Commerce pour une réunion et un vote, brochure de la Fédération des Services sur les unions régionales Ouest, Sud-Ouest, Sud-Est, « *Petit journal d'une grande victoire* réalisé par Daniel Rouanet, responsable de la section Nouvelles Galeries de Chambéry, brochure de la Fédération des Services sur les Nouvelles Galeries, articles de presse, notes d'information sur les raisons de la grève, brochure *Pirate* n°2 sur les Nouvelles Galeries, brochure sur « Les 69 jours de grève aux Nouvelles Galeries de Richemont-Thionville », compte-rendu de la rencontre entre les représentants de la Fédération de la sécurité sociale et les représentants de la Fédération des services, *Politique hebdo* n°31 sur « de Mulhouse à Thionville, de la répression à l'action », compte-rendu de la grève Richemont-Thionville (17 avril-26 juin 1972) par l'union départementale de la Moselle, photographies des panneaux de grève, supplément à *Inform'action Commerce* n°9 ; conflit chez Hachette : articles de presse (1969-1970) ; grève à la Redoute : compte-rendu des revendications par la Fédération des Services et du Commerce (1970) ; grève aux Dames de France à Rodez : brochure, note manuscrite (1971).

1967-1972

CP/23/7 Conflits des employés de maison : tracts, chansons, affiches.

Février 1968

3. Secrétaire national

CP/23/8 Syndicalisme et politique. – Brochures de la « rencontre socialiste de Grenoble » (1966) ; CFDT et politique : articles, notes et brochures (1967-1979) ; articles sur les relations CFDT/CGT (1974-1979) ; affaire des comités de soldats : notes, rapports (1975-1976) ; contacts avec l'Élysée : comptes rendus et notes des entretiens avec Jean-François Poncet (1976-1979) ; procès en diffamation contre le PC : rapports, articles (1976-1981) ; dossier présenté

au gouvernement après l'élection de François Mitterrand : revendications de la CFDT (1981).

1966-1981

CP/23/9 Activités internationales. – Participation au séminaire organisé par la CMT à Caracas (octobre-novembre 1976) : programme, compte-rendu ; rapport à la Commission exécutive sur ses observations faites au cours du déplacement au Venezuela en novembre 1976 (14 octobre 1977) ; intervention à la Bourse du Travail après l'assassinat de Laïd Sebaï (décembre 1977) ; intervention lors d'une manifestation à Rome (avril 1978) ; mission en Amérique Latine et rapport effectué à l'issue de ce déplacement pour la Commission exécutive (mai 1978) ; interview dans *Syndicalisme* à propos de sa visite en Algérie (septembre 1976) ; liste nominative des stagiaires ayant participé à la 1^{ère} session de formation ouvrière Mali-Mauritanie du 8 au 20 août 1960 à Thiès (Sénégal) réalisée par la Confédération africaine des travailleurs croyants d'Afrique occidentale (s. d.).

1976-1978

CP/23/10 Dossiers suivis à la Confédération. – Note du BN sur le fonctionnement du secrétariat confédéral : principes, coordination, répartition des tâches (1972) ; immigration et défense des libertés : note, articles (1975-1980) ; formation syndicale (Marc Sangnier et Bierville, Chants de Bierville) ; débat sur l'IVG : note, informations par Gérard Espéret, lettre de G. Sirven à Hubert Lesire-Ogrel (1979).

1975-1980

4. Fonctions ministérielles

CP/23/11 Préparation de l'intervention de Nicole Questiaux sur l'actualité des canuts lors du colloque « Vers un nouvel ordre juridique international ? » : documents reproduits sur la révolte des canuts de 1831, discours de Nicole Questiaux, programme du colloque.

1981

CP/23/12 Hommage rendu à des personnalités. – Décès de Philippe Brocard : « L'information des cadres CFDT » et invitation à la cérémonie (1986) ; départ d'Edmond Maire : article *Libération* (1988) ; décès d'Eugène Descamps : « CFDT nouvelles » : discours d'André Jeanson (1990).

1986-1990

ANNEXES

1. Tribunes ou billets d'humeur publiés dans *Syndicalisme CFTC*, dans d'autres titres de la presse CFTC ou dans des publications juridiques telles que *Droit social*

- *Vers la loi sur le congé-éducation*, s.d.
- *Le droit pour le comité d'entreprise d'aller en justice*, s.d.
- *Un sérieux renfort*, s.d.
- *France : un lancement difficile*, s.d.
- *Look-out*, s.d.
- *Les médecins en grève*, s.d.
- *Jeunesse allemande*, s.d.
- *Et la loi est sauve*, s.d.
- *Quel progrès*, s.d.
- *Justice, terre lointaine*, s.d.
- *Du nouveau sur l'affichage des communications syndicales : un arrêt de la Cour d'appel de Douai*, s.d.
- *A petits pas*, fin février 1957
- *L'automne n'attend pas*, 15 mars 1957
- *Anniversaire d'un tout petit décret*, 26 mars 1957
- *Ambassadeurs du travail*, 12 juin 1957
- *Train omnibus et résultats de première classe*, 23 juillet 1957
- *Ah ce permis de conduire*, 24 septembre 1957
- *Le choix du moment pour se mettre en grève*, 20 janvier 1958
- *Les règles de la rupture du contrat de travail sont modifiées : un SMIG pour le préavis ?*, 7 mars 1958
- *Le code du travail Outre-Mer*, 19 mars 1958
- *Quelques réflexions* (à propos de la situation des avocats), mars 1958
- « Suite à une revendication CFTC, une campagne de plusieurs années aboutit : le congé-éducation » in : *CFTC La Revue du Militant Formation*, n°4, avril 1958
- *Les fils d'ouvriers peuvent-ils faire leurs études*, mai 1958
- *Qu'est-ce que l'état d'urgence*, s.d.
- *Qu'est-ce que les pleins pouvoirs*, s.d. (en réaction à la loi du 3 juin 1958)
- « A la recherche d'une Constitution », in : *CFTC La Revue du Militant Formation*, juin-juillet 1958
- *Vers un nouveau droit européen*, 8 décembre 1958
- « Un pourvoi en cassation de représentativité des syndicats indépendants » in : *Droit Social*, 19 mars 1959
- *L'aide aux chômeurs*, 20 mars 1959
- « Au sujet de la représentativité des syndicats indépendants » in : *Droit Social*, n°5, mai 1959, pp.286-287
- *Un syndicat peut-il intervenir devant le Conseil des Prud'hommes*, 24 juillet 1959
- *La couleur de peau suffit-elle*, octobre 1959
- *Rendez-vous manqué*, octobre 1959

- *Enfin justice sera faite : la Cour de Cassation nous permet de poursuivre Michelin*, octobre 1959
- *Grève de Saint-Cyriens*, 12 juin 1960
- *La grève interdite ?*, 15 juillet 1960
- *Pour temps de vacance... de la démocratie*, juillet 1960
- *Michelin c'est ça*, juillet 1960
- *Quand justice ne varie pas*, décembre 1960
- « Aspects juridiques de l'action syndicale » in : *Rapport d'activité du 31^{ème} Congrès confédéral*, 1961
- « A propos d'un arrêt de la Cour de Cassation ayant sanctionné un salarié pour avoir essayé d'entraîner une grève », 23 janvier 1961
- *Le dossier de la grève perlée est ouvert*, février 1961
- *Sur un exercice de démocratie*, mai 1961
- « A propos du célibat imposé aux hôtesses de l'air », juillet 1961
- *Pancartes, ruminants et Ministre*, novembre 1961
- « Où en est le congé-éducation » in : *CFTC La Revue du Militant Formation*, n°40, décembre 1961
- « Ainsi s'écrit une page d'histoire ouvrière » in : *La Voix des Travailleurs*, mars 1962
- *Chez Chaffoteaux, comment on met dans le bain*, avril 1962
- *SIMCA : un coup dans le 1000*, avril 1962
- *Les nouveaux Français*, 15 mai 1962
- *Chiche Ministre*, 17 septembre 1962
- *Gouvernement des juges... et raisons d'indices*, 9 octobre 1962
- *Quand l'arbre cache la forêt*, 19 novembre 1962
- « L'indemnisation du congé-éducation par les comités d'entreprise » in : *Droit Social*, n°112, décembre 1962, pp.611-621
- *Spaghettis*, 15 décembre 1962
- *I chien, 4 militants*, février 1963
- *L'affaire Isorni : un problème à suivre*, février 1963
- *Charles Echaudé*, 23 mars 1963
- « L'extension des droits syndicaux dans l'entreprise » in : *CFTC La Revue du Militant Formation*, n°52, mars-avril 1963
- *Histoire d'une noble directrice*, 20 avril 1963
- « *Universitaires partisans* » et « *patrons objectifs* », juin 1963
- *Propos d'arrière-vacances*, 31 août 1963
- *La liberté syndicale ne se divise pas*, 7 décembre 1963
- « A propos des grèves », février 1964
- *Ce qu'est la justice de classe*, 28 mars 1964
- *Les états d'âme : A propos d'un procès concernant une déléguée*, 4 avril 1964
- *Les trompettes de la renommée (Thomson)*, avril 1964
- *Les arrière grands-pères au pouvoir*, 9 mai 1964
- *Grâce à la CFTC, Michelin s'enfonce et les droits des comités d'entreprise se précisent*, 12 septembre 1964
- *Parce que Syndicalisme a cité La Fontaine, la poursuite de M le Procureur est annoncée*, 24 octobre 1964
- *Evolution du droit... et retour en arrière*, 3 mai 1965
- « A propos de décisions de justice éloignées des conceptions des syndicalistes », mai 1965

- « A propos de procès concernant le congé-éducation », juin 1965

2. Notes et Interventions

- Cours donné à Dijon à l'École Normale Ouvrière *Accord écrit et action syndicale*, 1957
- Intervention à l'École Polytechnique *Le travailleur et son entreprise*, 3 février 1959
- Interventions lors de l'ENO « Syndicalisme et économie », 19-22 mai 1961
- Interventions lors d'une session de recherches organisée à Bierville, *Pouvoir patronal et stratégie syndicale*, juin 1964

INDEX DES MOTS MATIÈRES

Note : le renvoi se fait à la page.

- Bureau national (BN) :** p. 13
- Colloque :** p. 13
- Confédération africaine des travailleurs croyants d’Afrique occidentale (CATC) :** p. 13
- Confédération générale du travail (CGT) :** p. 12
- Confédération mondiale du travail (CMT) :** p. 13
- Commission exécutive :** p. 13
- Congrès confédéral :** p. 11
- Conseil confédéral :** p. 11
- Dames de France (les) :** p. 12
- Elysée :** p. 12
- Fédération de l’Alimentation :** p. 12
- Fédération générale des Employés :** p. 11
- Fédération Livre-Papier-Carton :** p. 12
- Fédération nationale des professions judiciaires :** p. 12
- Fédération de la Sécurité sociale :** p. 12
- Fédération des Services, du Commerce et du Crédit :** pp. 11, 12
- Hachette :** p. 12
- Hommage :** p. 13
- Interruption volontaire de grossesse (IVG) :** p. 13
- Nouvelles Galeries (les) :** p. 12
- Parti communiste :** p. 12
- Procès :** pp. 11, 12
- Redoute (la) :** p. 12
- Rencontre socialiste de Grenoble :** p. 12
- Samaritaine (la) :** p. 12
- Secrétariat confédéral :** p. 13
- Service juridique :** p. 11
- Syndicalisme :** p. 12
- Syndicat parisien du Commerce et des Services :** p. 12
- Syndicat du personnel des organismes sociaux d’Alsace-Lorraine :** p. 12
- Union départementale de Moselle (UD) :** p. 12
- Union régionale de Franche-Comté (UR) :** p. 11
- Union des syndicats de Loire-Atlantique :** p. 11

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Note : le renvoi se fait à la page.

AUBERTIN Conrad : p. 12

BOULADOUX Maurice : p. 11

BROCARD Philippe : p. 13

DECLERCQ Gilbert : p. 11

DESCAMPS Eugène : p. 13

ESPERET Gérard : p. 13

FORGET Charles : p. 11

FRANCHEBOIS Georges : p. 11

JEANSON André : pp. 11, 13

LEVARD Georges : p. 11

MAIRE Edmond : p. 13

MITTERRAND François : p. 13

PONCET Jean-François : p. 12

QUESTIAUX Nicole : p. 13

ROUANET Daniel : p. 12

SANGNIER Marc : p. 13

SEBAÏ Laïd : p. 13

SEUIL (éditions) : p. 11

SIRVEN G. : p. 13

SOULEAU M. : p. 11

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Note : le renvoi se fait à la page.

Algérie : p. 13

Amérique Latine : p. 13

Bierville (Essonne) : p. 13

Caracas (Venezuela) : p. 13

Chambéry (Savoie) : p. 12

Franche-Comté : p. 11

Grenoble (Isère) : p. 12

Loire-Atlantique : p. 11

Mali : p. 13

Mauritanie : p. 13

Moselle : p. 12

Mulhouse (Haut-Rhin) : p. 12

Richemont (Moselle) : p. 12

Rodez (Aveyron) : p. 12

Rome (Italie) : p. 13

Thiès (Sénégal) : p. 13

Thionville (Moselle) : p.12

Venezuela : p. 13

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	p. 2
Plan de classement	p. 10
Instrument de recherche	p. 11
Annexes	p. 14
Index des mots matière	p. 17
Index des noms de personnes	p. 18
Index des noms de lieux	p. 19